

Le CESER du Centre-Val de Loire œuvre pour une gouvernance plus inclusive et participative

 [magcentre.fr /317274-le-ceser-du-centre-val-de-loire-oeuvre-pour-une-gouvernance-plus-inclusive-et-participative/](https://magcentre.fr/317274-le-ceser-du-centre-val-de-loire-oeuvre-pour-une-gouvernance-plus-inclusive-et-participative/)

17 octobre 2024

jeudi 17 octobre 2024

Un colloque autour de la démocratie participative a été organisé par le CESER à Orléans. Deux tables rondes ont permis de discuter de la place des citoyens dans la société civile et de l'impact de celle-ci sur les politiques publiques. L'objectif est de rendre plus accessible le CESER et de créer une continuité entre toutes les échelles, du conseil de quartier jusqu'au CESE européen.



Table ronde autour de l'impact de la société civile organisée sur les politiques publiques.
Photo Magcentre

Par Jeanne Beaudoin.

Le CESER est le Conseil Économique, Social et Environnemental Régional. Il représente la société civile : les instances patronales et syndicales, le monde associatif, économique, culturel et universitaire. Sa mission est d'informer le Conseil régional sur les enjeux des politiques du territoire et de contribuer à leur évaluation ainsi qu'à leur suivi. Dorian Marchand, co-président du CRJ , explique l'importance de ces instances : « *C'est difficile d'identifier les acteurs pour savoir à quelle porte taper lorsqu'on a une problématique, un besoin à exprimer. Le CESER et le CRJ sont deux instances consultatives de la région Centre-Val de Loire où on peut faire entendre notre voix et participer pour construire avec les*

élus des politiques publiques régionales ». François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire, a parlé quant à lui de la chance et de la nécessité pour la démocratie qu'une instance comme le CESER existe.

Les principaux défis pour le CESER

Les deux colloques ont été riches, aussi bien pour ce qui est de la participation que des idées proposées. Ils étaient ouverts à tous sur simple inscription. Marie-Claire Martel, vice-présidente du CESE, affirme que la société a un rôle pédagogique envers ses citoyens, celui de rendre plus accessible la participation citoyenne. Charles Fournier, député EELV d'Indre-et-Loire, rappelait l'importance de cette instance dans la fabrique de l'intérêt général. Celle-ci sert d'intermédiaire entre les citoyens et le gouvernement. Beaucoup se désintéresse de la question de la participation citoyenne par méconnaissance, incompréhension, illégitimité ou parce qu'on observe encore trop peu de résultat concret. Le principal défi serait d'intégrer de nouvelles personnes, celles qui ne se sentent plus concernées et/ou représentées par le gouvernement, et d'apporter des réponses concrètes quant aux problèmes du quotidien.

Les principaux défis pour le CESER seront ainsi de le médiatiser plus largement. Dorian Marchand propose deux solutions dans ce sens : *« La première clé, c'est l'information. Ensuite, on est sur une région qui est à taille humaine, je pense qu'au sein de nos territoires, on peut agir. Je suis persuadé qu'il y a beaucoup de personnes qui sont de bonne volonté, qui ont envie de s'intéresser et de s'impliquer, mais qui ne savent pas vers quel acteur se tourner et à quelle porte taper. L'enjeu, pour faire connaître ces instances, c'est de créer de l'interaction, mettre en réseau et réussir à tisser des liens entre toutes les personnes qui ont envie de contribuer et les acteurs associatifs »*.

Pierre Allorant, président du CESER, est satisfait de ce colloque



Pierre Allorant, président du CESER Centre Val de Loire. Photo Magcentre.

Pierre Allorant, président du CESER Centre Val de Loire pour les trois prochaines années, a répondu à quelques questions.

Comment le CESER favorise-t-il la participation citoyenne ?

Depuis six ans on essaie d'aller directement à la rencontre des citoyens grâce aux pétitions. Ça a marché sur les hôpitaux, sur l'autoroute Orléans-Chartres-Dreux. Mais depuis ça patine, peut-être parce que la plupart des citoyens ne savent pas que ça existe. On aimerait bien relancer, faire une campagne de communication. Ce qui est bien c'est que d'autres CESER nous ont imité, comme celui de Bourgogne-Franche-Comté. L'une des clés que je retiens de ce matin, c'est de mieux s'appuyer, par exemple, sur les conseils de développement pour relayer à la fois nos travaux, et dans l'autre sens que les conseils de développement nous saisissent de sujet et être le tremplin des citoyens vers nous.

Le colloque a-t-il apporté des pistes pour favoriser cette participation citoyenne ?

Oui, je n'en attendais pas autant ! Il y a plusieurs idées qui me paraissent intéressantes, il y a cette idée de continuité entre toutes les échelles, entre le conseil de quartier, le conseil de développement, le CESER, le CESE national et le CESE européen. Et puis c'est la vice-présidente du Conseil économique et social français qui a proposé qu'on puisse être saisie, ce qu'elle a appelé les intersaisines, d'un même sujet en même temps, en travaillant en parallèle et qu'on se concerta. Par exemple autour des déserts médicaux, le fait de ne pas avoir de médecin traitant. C'est une question nationale, mais on peut l'imaginer pour d'autres sujets : la fin de vie, le FRET, les mobilités... Qu'on travaille chacun à son niveau, mais en échangeant. Ça, je pense que ce serait très fructueux.

Comment allez-vous mettre concrètement en place ces propositions ?

Il faut vraiment qu'on fasse une sorte de suivi, qu'on retienne ce qui est intéressant. Mais pour cela il faut qu'on ait le droit de continuer ! Parce que le Rassemblement national a déposé un amendement ce matin à l'Assemblée nationale pour supprimer les CESER. Il y a un vrai risque. Certains groupes politiques comme le RN ont déjà dit qu'ils étaient favorables à faire des économies en supprimant le CESER. Je ne pense pas quand même qu'on aille jusque-là. Au moment où on parle de crise de la démocratie, si on se prive des instruments de dialogue avec les citoyens et les organisations qui font le dialogue social, ça serait terrible et dangereux pour la démocratie. Il y a un vrai risque parce qu'aujourd'hui, il y a un discours populiste et simpliste, comme on voit aux États-Unis avec Trump. Dire que tout ça ne sert à rien et coûte de l'argent, et qu'ils soient supprimés, c'est incompréhensible.